



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/Sub.2/2001/NGO/10  
4 juillet 2001

Original: FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la promotion et de  
la protection des droits de l'homme  
Cinquante-troisième session  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE  
SÉGRÉGATION DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET  
TERRITOIRES COLONIAUX ET DÉPENDANTS: RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION  
ÉTABLI EN APPLICATION DE LA RÉOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION DE  
L'HOMME

Exposé écrit\*/ présenté par l'Association américaine de juristes, organisation non gouvernementale  
dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la  
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[29 juin 2001]

\*/ Exposé écrit publié tel quel, en français, sans avoir été revu par les services d'édition.

## NOUVELLES INITIATIVES POUR CONSOLIDER LA PROTECTION DE L'ENFANCE

### I. DE LA NÉCESSITÉ DE PROMOUVOIR UN PROTOCOLE FACULTATIF DE LA CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT AVEC UN PROCÉDÉ DE DÉNONCIATIONS AUPRÈS DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

Nonobstant les démonstrations généralisées de préoccupation au sujet de la protection des droits de l'enfant, il existe un remarquable vide réglementaire en matière de défense des droits de l'enfant à l'échelle internationale.

En effet, des six des grands Pactes et Conventions internationaux concernant les droits de l'homme, quatre d'entre eux sont accompagnés de procédés de dénonciation. Pour un cinquième pacte international, celui des droits Économiques, Sociaux et Culturels il existe un projet de protocole à considération de la Commission des droits de l'homme; mais pour la convention des droits de l'enfant il n'existe pas de procédé de dénonciation ni d'initiative aucune en ce sens.

L'ASSOCIATION AMÉRICAINE DE JURISTES ESTIME QUE LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DEVRAIT APPROUVER UNE RÉSOLUTION POUR RECOMMANDER À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME D'ENTAMER L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF DE LA CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT AVEC UN PROCÉDÉ DE DÉNONCIATION AUPRÈS DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT.

### II. L'ABUS SEXUEL SUR MINEURS COMME TRAITEMENT CRUEL, INHUMAIN ET DÉGRADANT

L'article 5 de la Déclaration Universelle dit: "Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants" et le même énoncé figure dans la première partie de l'article 7 du Pacte international des droits civils et politiques.

Le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants est un droit absolu, ne souffrant aucune limitation, suspension ou exception. Donc, l'interdiction d'infliger tortures ou traitements inhumains ou dégradants c'est ainsi une interdiction absolue et universelle.

Il n'existe pas dans les instruments internationaux une définition des traitements inhumains ou dégradants (même pas dans la Convention contre la torture), sauf pour dire, comme l'a fait l'Assemblée Générale des Nations Unies, que : " La torture constitue une forme aggravée et délibérée de traitement cruel, inhumain ou dégradant " (Résolution 3452 (XXX), 9/12/75).

Mais on trouve essais de définition dans la jurisprudence. Par exemple selon l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans l'affaire " Irlande contre Royaume Uni " du 18 janvier 1978, les traitements dégradants sont ceux " de nature à créer...des sentiments de peur,

d'angoisse et d'infériorité propres à humilier, à... avilir et à briser éventuellement...[la] résistance physique ou morale " (par.167).

Cette définition correspond aux faits qui constituent l'abus sexuel sur mineurs et à leurs conséquences. C'est pourquoi il nous apparaît pertinent d'inclure dans cette notion de traitement inhumains ou

dégradants de tels abus.

La définition généralement admise actuellement des abus sexuels sur mineurs est : "toute participation d'un enfant ou d'un adolescent à des activités sexuelles qu'il n'est pas en mesure de comprendre, qui sont inappropriées à son âge, à son développement psychosexuel, qu'il subit sous la contrainte, par violence ou séduction ou qui transgresse les tabous sociaux " (1)

Les abus sexuels sur mineurs constituent un domaine mal connu car totalement ignoré jusqu'à quelques années en arrière.

Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, Ambroise Tardieu, médecin français, évoqua et argumenta pour la première fois l'existence des abus sexuels sur mineurs (2). Freud, à la fin du XIX<sup>ème</sup>, eut l'intuition que ces abus subis pendant l'enfance étaient à l'origine de certains cas d'hystérie observés chez ses patients (3). Mais confronté à un violent rejet de ses collègues (4) il remplaça sa première théorie par celle des fantasmes oedipiens à l'origine d'allégations mensongères (5). En effet, l'idée qui prévalait alors était que les enfants dénonçant des abus étaient précocement corrompus et que même les maladies sexuellement transmissibles dont ils souffraient auraient été dues à l'onanisme. Mais Ferenczi, élève de Freud, renia quelques années plus tard cette deuxième théorie freudienne et reconnut l'existence des abus sexuels sur mineurs dont il décrit les mécanismes (6). Après sa mort prématurée, dans les années 30, le silence s'installa pendant plusieurs décennies jusqu'à la redécouverte par Silverman, médecin américain, des travaux d'Ambroise Tardieu. Celui-ci décrit un ensemble de signes cliniques radiologiques et comportementaux, connus en Europe sous le nom de syndrome de Silverman ou syndrome des enfants battus (7).

L'abus sexuel sur mineurs n'est pas un phénomène marginal dans les pays occidentaux comme certains le pensent ou essaient de le faire croire encore maintenant, mais un véritable problème de société. En recoupant, d'une part, une enquête (8) effectuée sous forme de questionnaire anonyme dans les écoles de Genève en 1996 et les résultats du rapport Badgley (rapport officiel canadien datant de 1984) on obtient les mêmes ordres de grandeur : 1 à 2 personnes sur 5 ont été victimes d'abus sexuels pendant leur enfance ou leur adolescence. Les filles ont 2 à 3 fois plus de risques d'être agressées que les garçons. Dans la majorité des cas (les deux tiers pour l'étude genevoise) l'agresseur est un adulte.

### L'EMPRISE

Qu'il s'agisse d'inceste ou d'abus sexuel commis par une personne extérieure à la famille, on retrouve le même phénomène, celui de l'emprise. Celle-ci est volontairement recherchée et entretenue par l'abuseur. Ce faisant l'abuseur poursuit deux objectifs :

- s'assurer du silence de l'enfant pour ne pas encourir de poursuites pénales
- pouvoir continuer à perpétuer ses abus en empêchant l'enfant de s'opposer à des actes qu'il subit sous la contrainte et qui le traumatisent.

Dans le cas de l'inceste une emprise existe de fait au départ du fait de la dépendance matérielle et affective qui lie l'enfant à son agresseur.

Dans le cas d'un agresseur extérieur à la famille, celui-ci cherche souvent en premier lieu à créer cette emprise en s'attaquant de préférence à des enfants vulnérables car délaissés ou mal surveillés (9) et en faisant en sorte de s'attirer leur affection. Ou alors il profite de l'autorité et du prestige que lui octroient sa profession (professeurs, éducateurs, prêtres, magistrats...).

Dans le contexte de l'agression, une emprise existe du fait de la différence de taille et de force physique, qui paralysent l'enfant.

Cette emprise est entretenue grâce à plusieurs techniques. Violences ou menaces de violences, si l'enfant parle, chantage affectif, fausse tendresse, cadeaux, attentions..

Certaines des techniques de l'emprise ne sont efficaces que parce que la société n'a pas encore pris assez clairement position en dénonçant fortement ce type d'abus.

L'emprise vise donc à maintenir l'enfant dans un huis clos avec son agresseur en générant chez l'enfant des sentiments de culpabilité et de peur tels que l'enfant bâtit lui-même autour de lui un mur de silence où le pédophile le tient enfermé sous sa domination absolue plus sûrement que dans la plus solide des prisons.

## LA SOUFFRANCE

L'enfant a besoin de l'adulte pour se construire. C'est à travers le regard de l'adulte qu'il se définit. L'adulte a le pouvoir de dire à l'enfant qui il est et à quelle place il peut prétendre dans la société. L'adulte qui montre un amour désintéressé à un enfant lui apprend qu'il est digne d'amour. Cet amour est le moteur même du développement et de la construction de l'adulte que l'enfant va devenir. Ainsi, on constate dans certains orphelinats des pays de l'Est, que des enfants nourris mais ne pouvant pas bénéficier de l'attention particulière d'un adulte accumulent un retard énorme dans tous les domaines du développement et développent des troubles psychiatriques graves et irréversibles (10). Ce phénomène est connu sous le nom d'"hospitalisme" et a été initialement décrit par Spitz, psychanalyste américain.

Du fait du silence des victimes, dans le cas d'abus sexuels sur mineurs, leur souffrance est difficile à cerner. Est-ce que ce silence veut dire qu'il n'y a pas de souffrance, comme le prétendent encore beaucoup ?

A en croire les spécialistes plusieurs raisons expliqueraient ce silence Les principales seraient:

- l'emprise de l'agresseur, précédemment décrite qui génère terreur et sentiment de culpabilité.
- la défiance généralisée envers les adultes, que l'enfant a tendance à mettre sur le même plan que son agresseur, car se voyant trahi par un adulte en qui il avait déposé sa confiance, il pense désormais que tous les adultes peuvent le trahir.
- un mécanisme de défense dit de " dissociation post-traumatique" (cf. note 10) par lequel l'enfant essaye de refouler dans un coin de son esprit ce qui le traumatise pour ne pas trop en souffrir. Ce mécanisme entraîne souvent une amnésie partielle ou totale de la ou des agressions qui peut durer de quelques mois à plusieurs années.

Ainsi, non seulement l'enfant révèle rarement spontanément, surtout s'il est jeune, ce qu'il a subi mais il faut à un psychothérapeute expérimenté beaucoup de patience et de tact pour gagner la confiance de l'enfant et lui procurer un sentiment de sécurité propre à favoriser ses confidences.

La souffrance de l'enfant peut être inférée, cependant, des signes d'alerte qui doivent faire suspecter par les professionnels ou les parents, l'existence d'un abus :

- chez le nourrisson, refus du contact, anorexie, retard dans les acquisitions...
- chez l'enfant plus grand, angoisses, cauchemars, inhibition avec repli sur soi ou au contraire, absence d'inhibition, comportement anormalement sexualisé pour l'âge, agressivité envers les autres ou envers lui-même, retard ou surinvestissement scolaire, régression...
- Chez l'adolescent puis l'adulte : fugues, alcoolisme, toxicomanie, crises d'angoisse, tentatives de suicide, délinquance, prostitution, dépression chronique...

Le syndrome de reviviscence, par lequel des souvenirs insupportables envahissent l'esprit de

l'enfant de manière inopinée, douloureuse et incontrôlable est très souvent présent, bien que non verbalisé par l'enfant. Il est spécifique des intrusions traumatiques chez l'enfant comme chez l'adulte (11) .

Les enfants abusés, faute de reconnaissance par leur entourage et par la société de leur statut de victimes, et de soins appropriés deviennent souvent des marginaux rejetés par la société.

Un enfant abusé sur deux, deviendra à son tour un agresseur par un mécanisme d'identification à son agresseur (cf. note 10).

## CONCLUSION

Si les abus sexuels sur mineurs ne sont pas un phénomène nouveau, la prévention reste balbutiante, la prise en charge des soins aux victimes inexistante, la répression morcelée, dépourvue de stratégie de méthodologie et timide, sans concertation au niveau international.

L'ASSOCIATION AMÉRICAINE DE JURISTES ESTIME QUE LA SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DEVRAIT APPROUVER UNE RÉOLUTION DÉCLARANT LA NÉCESSITÉ DE RECONNAÎTRE COMME TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT L'ABUS SEXUEL SUR MINEURS.

## NOTES

1. R. Krugman et D. P. Jones, Incest and other forms of sexual abuse, dans Battered Child, University of Chicago Press, 1980, cité par G. Lopez, Les violences sexuelles sur enfants, PUF, Que sais-je ?, 1997.
2. A. Tardieu, " Etude médico-légale sur les sévices et mauvais traitements ", Annales d'hygiène Publique et de médecine légale, 1860, 13, pp.361-398 cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
3. S. Freud " Etiologie de l'hystérie ", in Névrose psychose et perversion, Paris, PUF, 1997, cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
4. S. Freud, La naissance de la psychanalyse, Paris, PUF, 1996, cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
5. S. Freud, Trois essais sur la théorie de la sexualité, Paris, Gallimard, Idées, 1964, cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
6. S. Ferenczi, Les passions des adultes et leur influence sur le développement du caractère et de la sexualité des enfants, communication, conférence de Septembre 1932 au 12<sup>ème</sup> Congrès International de Psychanalyse de Wiesbaden, cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
7. C. Kempe et al., " The battered-child syndrome ", Journal of the American Medical Association, 1962, 181 : 105-112, cité par C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.
8. D. Halperin, British Medical Journal, col 312, 25 mai 1996, cité par G. Lopez, Les violences sexuelles sur enfants, PUF, Que sais-je ?, 1997.
9. G. Lopez, Les violences sexuelles sur enfants, PUF, Que sais-je ?, 1997.
10. B. Cramer, Que deviendront nos enfants ?, Odile Jacob, 1999.
11. C. Bonnet, L'enfant cassé (l'inceste et la pédophilie), Albin Michel, 1999.

-----